Plaidoyer pour le développement d'une véritable économie non marchande

Auteurs : Jean Pascal Derumier et les membres d'OLCC

Epitaphes

Si étrange que semble le moment présent, quelque mauvaise apparence qu'il ait, aucune âme sérieuse ne doit désespérer. Les surfaces sont ce qu'elles sont, mais il y a une loi morale dans la destinée, et les courants sous-marins existent. Pendant que le flot s'agite, eux, ils travaillent. On ne les voit pas, mais ce qu'ils font fini toujours par sortir tout à coup de l'ombre, l'inaperçu construit l'imprévu. Sachons comprendre l'inattendu de l'histoire. C'est au moment où le mal croit triompher qu'il s'effondre ; son entassement fait son écroulement.

Victor Hugo (L'exil)

La priorité consiste à faire émerger des idées, de l'action partout [...] Nous avons besoin de combattants volontaires, pas d'un nouveau grand chef qui remplace un ancien grand chef.

Alain Touraine

Sois certain de l'incertain, attends-toi à l'inattendu, comprends les incompréhensions en essayant de les réduire, que la raison t'accompagne dans la passion que la passion t'accompagne dans la raison, sois un Je responsable dans un Nous solidaire.

Edgar Morin

Sommaire

A/ Avant-propos

B/ L'économie marchande

1. La nature, les limites et les impasses de l'économie marchande
   - *Une réalité écologique devenue incontournable*
   - *Une économie désencastrée du social et de l'écologie*
   - *Une économie destructrice de liens*
   - *Une économie destructrice de biens communs*
   - *Une économie qui se mondialise toujours plus en détruisant l'économie locale*
   - *Une économie dépendante du couple « croissance et productivisme »*
2. L'impérative métamorphose de l'économie marchande
   - *Une nécessaire décroissance ?*
   - *Un autre projet de société à construire*
   - *Un autre projet invitant à revisiter le sens et le périmètre du travail*

C/ L'économie non marchande

1. L'économie non marchande c'est quoi ?
   - *Essai de (re)définition*
   - *Une économie fondée sur des contributions citoyennes non marchandes*
   - *Une économie productrice de valeur sociale, économique et écologique*
   - *Une économie réencastrée dans le social et l'écologique.*
   - *Un ancrage local*
2. Les enjeux du développement de l'économie non marchande
   - *Augmenter l'autonomie du champ social*
   - *Sortir de la dépendance à l'argent pour agir*
   - *Favoriser la sobriété*
   - *Revisiter le périmètre, voire le sens, du travail*
   - *Favoriser et encourager la création de nouveaux liens*
   - *Rompre avec les situations d'exploitation de l'homme par l'homme*
   - *Faciliter le développement des communs*
   - *Régénérer la démocratie*
   - *Permettre à chacun de contribuer au fonctionnement de la société tout au long de sa vie*
   - *Aider les entreprises à ré-encastrer leur activité économique dans le social et l'écologique*
3. Les conditions de réussite :
   - *S'entendre sur la nécessité d'un nouveau projet de société*
   - *Régénérer la fonction politique de l'Etat social*
   - *Faire de l'éducation le principal levier de ce nouveau projet de société*
   - *Adosser l'économie marchande à un modèle économique*
   - *Développer une Ingénierie sociale*

D/ Perspectives et lignes d’action possibles sur le court et moyen terme

E/ Le chemin, aussi important que la destination

F/ Appel à contribution

Avant-propos

Depuis la révolution industrielle, notre société s'est développée de façon fantastique sous l'impulsion d'une économie de marché adossée aux lois de l'offre et de la demande. Si cette nouvelle économie, fondée sur la technologie et guidée par la recherche du profit, a permis de très importants bénéfices individuels et collectifs, elle est aussi à l'origine de fortes inégalités sociales et de dégâts écologiques devenus insoutenables. En dépit de cette menace sans précédent pour l'avenir de l'humanité, de puissants groupes internationaux et plateformes numériques s'opposent fermement à toute mesure visant à freiner leur expansion, en asservissant nos esprits, en défiant la démocratie et en perpétuant l'exploitation et la précarisation des populations.

Pourtant, depuis le rapport Meadows en 1972 jusqu'aux derniers rapports du GIEC, le diagnostic est sans appel : la trajectoire actuelle est insoutenable. Les limites planétaires sont atteintes, voire dépassées, et la poursuite d'un modèle fondé sur la croissance exponentielle conduit à des crises systémiques majeures, aux conséquences économiques, environnementales et sociales dramatiques. La stabilité même des conditions qui ont permis le développement de nos sociétés est désormais compromise.

Nous croyons, comme tant d'hommes et de femmes qui œuvrent pour changer l'issue de cette course suicidaire, que nous ne sortirons pas de cette impasse sans nous défaire de l'hégémonie de l'économie marchande. Il semble toutefois inenvisageable d'en sortir brutalement tant ses principes ont colonisé nos imaginaires, nos modes de vie et nos modes d'organisation. **Nous pensons par contre possible d'œuvrer à la construction d'une nouvelle société au travers du développement volontariste de l'économie non marchande qui viendrait diminuer l'emprise et l'impact délétère de l'économie marchande tout en augmentant l'autonomie des forces sociétales**.

Afin d'expliciter notre propos, nous allons commencer par explorer les limites de l'économie marchande que la donne écologique est venue exacerber et, ensuite, montrer en quoi et comment l'économie non marchande est en mesure d'en transformer les principaux travers tout en offrant de nouvelles perspectives sociétales[1].

L'économie marchande

1. La nature, les limites et les impasses de l'économie marchande

L'économie marchande est à la base du formidable développement de nos sociétés et de tous les progrès qui l'ont accompagnée. Elle a contribué depuis la première révolution industrielle à une transformation complète et radicale des structures de la société.

Cette économie dite "de marché" renvoie à une organisation décentralisée de la production de biens et de services dont les prix varient en fonction du jeu libre d'un marché régi par les principes d'offre et de demande. Elle est au cœur du régime capitaliste dont les principes libéraux, comme celui de la propriété privée des moyens de production ou de la liberté d'entreprise, se sont imposés sur toute la planète. Le profit y est le principal moteur de l'investissement et de l'innovation, eux-mêmes à la base de la croissance économique. Les entreprises, en quête de rentabilité, sont incitées à investir dans de nouveaux outils de production et dans le capital humain, à innover afin de se démarquer de la concurrence et à améliorer leur efficacité. Ce cercle vertueux permet d'accroître la richesse globale et de stimuler le progrès technique. L'Etat contribue aussi à la bonne marche de l'économie, dont il tire ses ressources, au travers de politiques publiques (investissements, innovation, développement du capital humain, etc.). Il joue par ailleurs un rôle régulateur variable selon

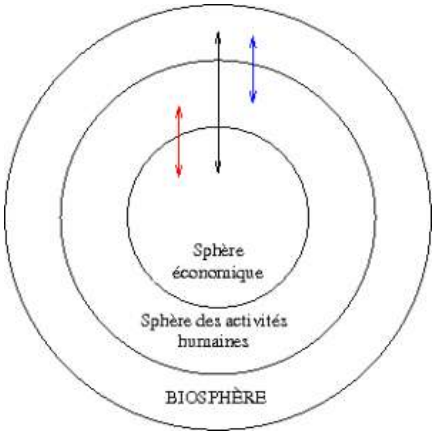
[1] Cet écrit s'appuie, en grande partie, sur le livre Jean Pascal Derumier « De la performance à la résilience – un nouveau contrat social » dont il reprend, parfois littéralement, des idées et des arguments. Cet essai devrait être publié, chez Libres&Solidaires, fin 2025.

les pays, par exemple en pesant sur la réglementation du travail ou en prenant des participations dans des entreprises, voire en en nationalisant.

Grâce à l'économie marchande, une partie de l'humanité vit dans de très bonnes conditions. Nous disposons en effet d'une médecine et d'un système de soins de grande qualité, nous avons triplé l'espérance de vie depuis le XVIII^{e} siècle, une grande partie d'entre nous vit dans des appartements confortables et a accès à une alimentation abondante et de qualité, nous pouvons nous déplacer de façon aisée et rapide aux quatre coins de la planète, nous disposons de plus de temps pour nos loisirs, de plus en plus d'enfants ont accès à une éducation de qualité, etc. Mais elle est aussi à l'origine de **fortes inégalités** sociales tout comme de graves problèmes écologiques dont nous devons impérativement sortir.

Une réalité écologique devenue incontournable

Nos règles économiques et nos modes de vie associés sont venus se fracasser sur la réalité des dommages écologiques créés à notre maison commune. Depuis quelques années, **l'écologie s'invite avec force dans un débat anthropocentré** trop longtemps focalisé sur la recherche de plus justes équilibres entre l'économique et le social. Si la question de la création de richesse économique et de sa juste redistribution reste un débat central, il ne peut plus s'envisager sans prendre en compte la soutenabilité de notre économie et de nos modes de vie. **C'est l'écologie et ses lois qui fixent les frontières de réel et baliseront de plus en plus le champ des possibles en se rappelant à nous par les catastrophes naturelles auxquelles nous contribuons**. Notre planète n'est pas, comme on l'a trop longtemps considéré, le réceptacle passif de ressources inépuisables dans lequel nous pouvons puiser à notre guise. Elle est le socle de la vie et de tous les liens d'interdépendance nous rendant solidaires du reste du vivant. Aucune justice sociale, aucun équilibre favorable à l'ensemble de l'humanité ne sera donc atteint **si, d'une part, on ne hisse pas les préoccupations écologiques au même niveau que nos enjeux économiques et sociaux et, d'autre part, on ne comprend pas que la sphère économique n'est pas indépendante des deux autres, mais encastrée en elles.** C'est ce qu'illustre très bien le schéma de René Passet.



Ces nouvelles exigences signent notamment **la fin du mythe de l'indépendance** radicale de l'homme, propre à notre première modernité. Ce mythe, fondé sur la fiction d'individus isolés autosuffisants, **a distillé le poison de l'individualisme et dilué nos solidarités** tout comme une bonne partie de nos valeurs. Si cette évolution a permis de libérer l'homme d'une partie de ses chaînes, elle a été poussée trop loin et est à l'origine de la **crise systémique** à laquelle nous devons trouver rapidement une issue démocratique si nous ne voulons pas mettre l'humanité en danger.

Sauf à croire la fable d'une économie de marché en mesure de nous sortir à elle seule des immenses problèmes qu'elle a créés, il nous faut impérativement **sortir de nos dogmes**

économiques actuels. Beaucoup appellent aujourd'hui à sortir du capitalisme en rejetant la faute sur l'égoïsme des mieux nantis. Si cette responsabilité est indéniable, il nous semble qu'au-delà d'une nécessaire plus grande justice sociale, il nous faut plus fondamentalement sortir collectivement de l'omnipotence de la logique économique marchande qui lie de façon implacable notre destin, notre qualité de vie et notre dignité à l'argent que nous possédons. « L'argent se situant au centre de tous les intérêts vitaux, et ce d'une façon dévastatrice, et étant justement d'un autre côté la barrière sur laquelle vient s'échouer presque toute relation humaine, la confiance inconditionnelle, le calme et la santé disparaissent de plus en plus, dans le domaine de la nature, comme dans celui de la morale », nous dit Walter Benjamin dans *Sens Unique*.

Une économie désencastrée du social et de l'écologie

En nous en remettant aux économistes pour développer nos sociétés et en nous laissant aveugler par une rationalité instrumentale, nous sommes tombés dans le piège de l'économisme dont les principaux travers du capitalisme en sont le cancer. C'est par lui que nous avons été amenés à faire de la science économique la boussole de notre développement en mettant ses enjeux au-dessus des nécessités sociales et surtout écologiques. Sous son impulsion, pour reprendre l'expression de l'économiste Karl Polanyi, « **l'économie s'est désencastrée du social et de l'écologique** ». En effet, pendant longtemps l'économique est resté subordonné au social et dans une certaine mesure à l'écologique. La valeur était alors associée aux forces de vie, et non réduite à la seule dimension financière. Le fabuleux essor économique des pays européens, sous l'impulsion d'un marché tout puissant et du pillage des pays colonisés, est venu tout changer : une hiérarchie s'est établie entre ces trois sphères, au bénéfice de celle de l'économie. Depuis, l'autonomie des sphères écologiques et sociales a été fortement réduite. Il ne se passe pas un jour sans que l'on entende au sujet d'un projet pourtant jugé essentiel : **nous n'avons pas les moyens de le financer**. Le piège s'est donc totalement refermé : **notre capacité à créer de la valeur dans le social et l'écologique est devenue largement dépendante de nos capacités économiques et financières.**

Le pari de beaucoup d'économistes orthodoxes, ou tout du moins leur croyance profonde, est que, grâce au technosolutionnisme, nous serons toujours en mesure de compenser, remplacer ou réparer ce que nous avons détruit. Par exemple, si l'on décime toutes les abeilles, on créera de mini-robots pollinisateurs qui, en prime, créeront de la croissance économique. En d'autres termes, ils prétendent ou feignent de **croire que c'est cette même économie qui va être en mesure de restaurer les ressources, les écosystèmes et la biodiversité qu'elle détruit**.

Cette dépendance est d'autant plus forte que **l'économie capitaliste a mis la monnaie à sa botte.** Depuis les accords de Jamaïque en janvier 1976, cette dernière a été complètement livrée aux règles du marché et nos politiques n'ont plus que très peu prise sur sa production et sur son orientation. C'est avant tout le marché, avec le concours des banques, qui décide. Un marché monétaire mu, à l'image de toute l'économie, par un seul mot d'ordre : le profit**. L'économie capitaliste ne sait pas financer les projets dits « non rentables »** autrement que par l'impôt qui est ponctionné sur des activités productives en grande partie destructrices (c'est le propre de l'immense majorité des projets de réparation des dégâts écologiques de notre économie). **Dans un tel système, il n'est pas possible de solder nos dettes envers la nature sans les financer sur l'argent de sa destruction**. Autrement dit, notre système bancaire, monétaire et financier repose sur la prédation de nos écosystèmes et nous mènera inéluctablement, si nous ne changeons rien, vers une catastrophe écologique. Pour recourir

à une métaphore plus parlante, si nous ne changeons rien à la façon de produire de la monnaie et à orienter son usage, **nous sommes condamnés à scier la branche de l'arbre sur laquelle nous nous trouvons pour rembourser aux banquiers l'argent de la scie**.

Les maux de l'économie non marchande sont les conséquences de ce désencastrement. Ils sont aussi la résultante de deux facteurs étroitement liés et situés au cœur de nos logiques économistes : le dogme de la croissance et la quête incessante de productivité.

Une économie destructrice de liens

L'économie marchande, dans **sa propension à tout marchandiser, tend à détruire les liens à la base de nos équilibres sociaux et de nos capacités de résilience**. Là où il y avait du gratuit, des échanges de services, de la solidarité, on met des services payants qui rendent les gens quittes de toute forme de réciprocité. Ils ont payé, ils peuvent donc exiger leur dû. Cela les installe en situation de domination vis-à-vis du "vendeur" et **renforce le mythe d'individus isolés et autosuffisants.** Le tout sur fond d'une **perte de liens sociaux** de plus en plus importante. Autrement dit, dans l'économie marchande, le bien tue le lien.

Il en va de même pour le reste du vivant. En effet, dans la nature, comme dans nos sociétés, ce qui fait la vie, ce qui fonde la valeur de l'ensemble, ce sont les liens, les interactions transformatrices entre les différents éléments. **Plus ces liens sont nombreux, plus les occurrences de combinaisons seront possibles**, et plus un système devient potentiellement créateur de nouveaux liens, de nouvelles formes de vie, et va être en mesure de s'adapter. Or la propension de notre économie à puiser sans vergogne dans les ressources naturelles, à utiliser des modes de production destructeurs pour l'environnement, à détruire les écosystèmes, à imperméabiliser les sols et bien d'autres choses, contribue à la destruction de la biodiversité et de tous les liens associés. **La terre a ses limites, mais beaucoup d'économistes ont longtemps feint de les ignorer**.

Une économie destructrice de biens communs

Le fléau de la marchandisation touche tout particulièrement les biens communs naturels. Ces **biens essentiels à la vie**, dits inappropriables, sont l'eau, l'air, les forêts, les océans, les semences. Ils devraient idéalement **relever d'un droit mondial** et être gérés à cette même échelle. Or cette gouvernance et son assise juridique, à de rares exceptions près, sont inexistantes. Un tel droit permettrait de mettre un **coup d'arrêt à la privatisation du monde**, ou tout du moins de sortir les biens les plus essentiels de ce processus mortifère. Faute de cela, nous assistons à une **destruction massive de ces biens naturels**, et plus largement du vivant, pour des besoins de l'économie marchande.

Les biens communs **ne se limitent pas aux biens naturels**. Ils incluent aussi les biens sociaux comme **la santé** ou **l'éducation** et **la connaissance** que les multinationales tendent de plus en plus à privatiser, car ils sont la source d'une importante valeur monétisable. Leur accès conditionne la capacité à mener une bonne vie ou, à minima, une vie digne. Il devrait, à ce titre, être inconditionnel. Or, cet accès est de plus en plus conditionné par le capital financier de chacun. **Il appartient à l'Etat, au travers de ses politiques publiques, de permettre à chacun un même droit d'accès à ces biens**. Malheureusement, les logiques marchandes, sous couvert d'une pseudo rationalité économique, s'immiscent dans la gestion de nos institutions et nos biens publics avec tous les dégâts que l'on sait.

Une économie qui se mondialise toujours plus en détruisant l'économie locale

La loi des avantages comparatifs est très illustrative des limites de la mondialisation. Elle invite chaque pays, en situation de libre-échange, à se spécialiser dans la production pour laquelle il dispose de la productivité la plus forte ou la moins faible par rapport aux autres.

Cette loi, par laquelle **nous avons considérablement abaissé le coût des produits**, a conduit la plupart des pays à délaisser la production de nombreux biens et services sous le seul couvert de cette règle économique. Elle nous a permis d'augmenter très considérablement notre pouvoir d'achat. Mais elle a aussi dans le même temps **contribué à la destruction de l'économie locale, moins concurrentielle, et à la construction de fortes inégalités qu'elle continue à entretenir au sein même de chaque pays et entre les pays**.

Nos gains en pouvoir d'achat se paient également par une désindustrialisation de notre pays, une perte importante de compétences et l'abandon de certaines productions jugées moins rentables qui ont fragilisé la capacité de notre société à faire face à l'imprévu. La crise de la Covid en a été une triste démonstration lorsque nous nous sommes trouvés dans l'incapacité d'importer les masques des pays producteurs dépassés par la demande. Conscients de cette faiblesse, nos politiques annoncent régulièrement leur volonté de **relocaliser nos entreprises** stratégiques… des engagements difficiles à assumer tant cela risque d'être coûteux et de **peser, in fine, sur notre sacro-saint pouvoir d'achat** si les produits deviennent plus onéreux à produire.

Une économie dépendante du couple « croissance et productivisme »

L'économisme a prospéré en faisant du **couple « croissance et productivisme** » le moteur d'un progrès censé libérer l'homme de ses principales servitudes et de l'ensemble de ses maux, voire l'emmener vers une sorte de félicité. Il impliquait l'abolition des limites, du savoir, et une **formidable extension du pouvoir de l'homme** sur la manipulation du réel et sur son destin.

L'impressionnante croissance de nos capacités de production nous a longtemps fait baigner dans **une illusion d'abondance éternelle** dont les bienfaits allaient pouvoir se répandre sur l'ensemble de la planète. Cette croissance, dont **l'augmentation régulière du PIB** rend compte, a permis l'accès à des biens et services d'une population de plus en plus nombreuse. Elle s'est construite par la force d'un appareil de production toujours plus puissant fondé sur le développement des sciences et des technologies.

Notre croissance repose sur l'augmentation permanente de la productivité et entraine une **pression de plus en plus forte sur les ressources** en énergie, en eau, en matériaux de construction (notamment les métaux). Elle se fait, selon les termes d'Hannah Arendt[2], « contre nature ».

Si la promesse de la croissance est intenable d'un point de vue écologique, elle reste néanmoins, selon les dogmes en vigueur, **la condition du développement d'une économie en mesure de répondre aux exigences sociales** de plus en plus élevées d'une population à la démographie galopante. Ceci, tout autant au Sud où les besoins de base sont criants qu'au Nord où les désirs des citoyens sont infinis.

En France, comme dans tous les pays, les engagements de nos politiques sont corrélés à la croissance du PIB, donc aux recettes de l'Etat : sans croissance, on ne pas peut pas continuer à tenir la promesse de retraite autour de 60 ans avec un nombre d'actifs toujours moins important, on ne peut pas couvrir les frais grandissants de notre système de santé, de nos besoins d'éducation, de notre justice, etc. Certes, on doit aussi mieux redistribuer l'argent produit dans la sphère économique avec un souci d'équité, limiter les revenus des grands patrons ou des actionnaires et répartir l'argent généré par l'économie en veillant à plus de justice sociale et à une gestion responsable des ressources publiques. Mais **si notre croissance s'enraye**, ou pire devient négative, quelles que soient les mesures de

2 Arendt H., *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, 1983.

redistribution prises, il en sera **fini de l'espoir du mieux vivre pour tous** (au sens du confort matériel et de l'accès à de plus en plus de biens et services).

Sauf à croire à la fable de la croissance verte, **l'augmentation du pouvoir d'achat ne peut se faire sur la durée sans augmenter notre impact écologique**. Dennis Meadows, l'auteur de fameux rapport sur les limites de la croissance[3], va encore plus loin. Pour lui, il est très difficile, voire impossible, de créer une nouvelle vraie richesse. Le coût écologique de n'importe quel nouveau bien excède probablement sa valeur commerciale. Mais **personne ne peut calculer le coût en question, car le plus souvent il sera subi dans le futur**.

2. **L'impérative métamorphose de l'économie marchande**

Une nécessaire décroissance ?

Face à cette réalité, des voix de plus en plus nombreuses en **appellent à la décroissance**. Elle a été définie par Timothée Parrique, dans son livre « Ralentir ou périr », de la façon suivante : « La décroissance est une réduction de la production et de la consommation pour alléger l'empreinte écologique planifiée démocratiquement dans un esprit de justice sociale et dans le souci du bien-être [...]. C'est une économie stationnaire en relation harmonieuse avec la nature où les décisions sont prises ensemble et où les richesses sont équitablement partagées pour pouvoir prospérer sans croissance[4]. » En dépit des efforts pédagogiques des défenseurs de la décroissance, une grande majorité des citoyens y **associe spontanément les termes de privation ou de régression**. Pour le plus grand nombre, le terme décroitre correspond au sens commun du terme, c'est-à-dire au contraire de croitre ou à de la croissance négative. Ses adversaires politiques vont encore plus loin en lui apposant **le spectre du chômage**, de la baisse des recettes publiques, d'une régression généralisée et de l'enchainement de catastrophes. Selon eux, la seule solution viable est de poursuivre la quête de la croissance en utilisant des technologies et des modes de production plus sobres en énergie et plus respectueux de l'environnement. En d'autres termes, notre salut est donc dans la **croissance verte**. Mais ce mode de croissance, au vu de l'immensité et de la complexité des challenges à relever, relève de la **pensée magique**. Si bien entendu des efforts importants doivent être faits en ce sens, ils ne suffiront pas. Il faudra aussi consentir à changer nos modes de vie, car on ne sauvera pas notre planète avec toujours plus d'économie marchande.

En fait, le **débat entre la croissance et la décroissance est mal posé,** car certaines choses doivent décroître et d'autres croitre le plus rapidement possible. Il s'agit d'orienter nos efforts économiques vers les **nécessités de la métamorphose de notre société**, par exemple, en encourageant les activités peu consommatrices de ressources et peu polluantes, la production d'énergies renouvelables, l'économie de l'énergie, la production de matériaux propres et autres. En corolaire, il faudrait **faire décroître les activités les plus destructrices** de nos équilibres écologiques en les abandonnant ou les transformant le plus rapidement possible. Néanmoins, reconnaissons-le, si le terme de décroissance est philosophiquement juste, il reste psychologiquement peu audible par une grande majorité des citoyens. Afin d'esquiver ce débat, beaucoup recourent au **concept de sobriété** jugé plus neutre, car il reste **agnostique en matière de croissance**. S'il n'indique pas la position à adopter vis-à-vis

3 Le rapport Meadows a été commandé en 1972 par le Club de Rome. Il concluait, sauf changement drastique de politique, que le monde allait vers un épuisement des ressources, un effondrement de la production et de la démographie. Il a conduit à un débat international passionné qui s'est éteint au moment du premier choc pétrolier.

4 Timothée Parrique, *Ralentir ou périr. L'économie de la décroissance*, Seuil, 2022.

de la croissance, il a au moins pour grand mérite de qualifier clairement ce nécessaire effort autour d'une moindre consommation d'énergie et de matière.

Quelle que soit l'option choisie, les choix imposés par la nécessité écologique risquent d'être considérés par beaucoup comme privatifs. Ils devront donc **pouvoir s'effectuer démocratiquement** et s'ajuster aux réalités territoriales pour être rendus les plus acceptables possible. Ces choix ne seront pas seulement techniques, ils seront aussi sociétaux. Si l'on veut leur donner une perspective et une assise solide, il nous faudra aussi définir et nous engager collectivement dans **un nouveau projet de société prenant acte des limites d'une économie de marché désencastrée du social et de l'environnemental**. Cela passe par la construction d'un **nouvel imaginaire social** en rupture avec l'idéal de consommation et d'individualisme véhiculé par le capitalisme.

Un autre projet de société à construire

Le double impératif social et écologique ébranle en effet, le **dogme de la croissance** et nos **équilibres socio-économiques.** Mais il ébranle aussi la façon dont notre **société capitaliste** a **colonisé nos imaginaires** en façonnant notre **rapport au monde,** la **façon dont nous vivons, n**os **aspirations et nos attentes,** nos **manières désirables de vivre**, les **marqueurs d'une vie réussie**.

Aujourd'hui, il est devenu impensable de penser nos logiques et nos modes de développement de notre bien-être, de nos échanges économiques en dehors du champ économique marchand. C'est le piège de l'économisme dans lequel **notre modernité nous a enfermés en conditionnant notre capacité à bien vivre au pouvoir d'achat lié à notre emploi**.

Nous sommes tous devenus prisonniers de l'équation **« travail contre pouvoir d'achat »,** qui nous emmène dans le mur, car il n'y a pas d'augmentation du **pouvoir d'achat** global sans **croissance** … et pas de croissance sans **gain de productivité** ou une augmentation du temps de travail et donc sans pression accrue sur **l'environnement**.

Dans cette équation, **le travail** joue un rôle central, car, d'une part, il est **la seule forme de contribution encouragée et reconnue financièrement**, d'autre part, il participe à la logique marchande sur laquelle se fonde désormais toute notre économie. Par le travail, tous les acteurs de la société contribuent aussi, au travers de l'impôt, à la bonne marche d'un Etat qui nous procure des services, des garanties sociales et met en place des mécanismes de redistribution essentiels au bon fonctionnement de la société.

Un autre projet invitant à reconsidérer le sens et le périmètre du travail

Le travail est donc devenu une nécessité incontournable au bon fonctionnement de nos sociétés et une obligation vitale (sauf pour ceux bénéficiant d'une rente, d'une allocation ou d'un capital suffisant). En effet, sans travail, pas de salaire, et sans salaire il est impossible de vivre au sein de notre société marchande en dehors des dispositifs de solidarité existants. Les autres formes de contributions « non marchandes » pourtant tout aussi essentielles à la bonne marche de la société n'ouvrent pas à rémunération et ne permettent donc pas de vivre. Mieux (ou pire), dans notre société où **tout tend à être régi par l'argent**, chaque citoyen contribuant aux besoins de la société par son travail et ses impôts peut se sentir quitte du reste dont il a délégué de façon démocratique la gestion aux élus, à l'appareil de l'Etat … et aux citoyens les plus responsables.

Face à l'obligation de réduire drastiquement notre impact entropique (ou plutôt anthropique[5]), **ce contrat social implicite nous confronte à une double question :** *comment continuer à encourager si exclusivement le travail quand les modes de production qu'il sert concourent en grande partie à la destruction de la planète ? Mais aussi comment, si on réduit la voilure du travail productif anthropique, permettre à chacun de vivre décemment et dignement en continuant de contribuer à la production de la valeur dont la société a besoin pour continuer à se développer ?*

En fait, nous sommes confrontés à une nécessité insoluble dans le cadre actuel : **réduire** la voilure du travail productif anthropique tout en **permettant à chacun de vivre décemment et dignement.** Afin de résoudre cette impossible équation, il est impératif de reconsidérer la nature du contrat social implicite qui s'est noué autour du travail et de réviser son sens en le sortant des seules logiques du marché.

Cela implique de **nous entendre sur un nouveau contrat social** répondant aux **impératifs de justice sociale** et de **solidarité avec le vivant** et au sein duquel on ne limitera plus nos modes de reconnaissance financière aux seules contributions économiques en faisant fi de l'immensité des nécessités contributives associées à nos besoins sociaux et écologiques non couverts par notre économie marchande.

Pour cela, **une nouvelle voie** renforçant nos bases démocratiques**,** à la fois alternative et en capacité de transformer l'économie marchande**, est possible : développer l'économie non marchande en en renouvelant le sens et les enjeux.** Elle pourrait ainsi constituer la **base d'un nouveau projet de société** par lequel, tout en préservant nos capacités d'évolution et de développement là où elles sont nécessaires, chacun serait en mesure de **vivre de façon digne sur des bases bien plus larges que la seule contribution économique actuelle** ou des autres formes de revenus liées au capital**.**

L'économie non marchande

1. L'économie non marchande c'est quoi ?

Ainsi qu'évoqué dans le préambule, l'économie non marchande ne peut viser à remplacer, à court ou moyen terme, l'économie marchande autour de laquelle de nombreux équilibres souvent très complexes ont été construits. Par ailleurs, l'économie marchande reste, et restera sans doute longtemps, l'outil d'affectation des ressources physiques et de gestion de nos capitaux financiers le plus pertinent. Toutefois, comme nous allons le défendre, elle peut contribuer à la transformer et faire le lit de la réalisation de nouvelles exigences sociétales. Notre propos n'est donc pas de suggérer son remplacement, mais d'inviter à développer de façon volontariste une économie non marchande qui viserait à accéder (au moins) à un même niveau d'importance et de reconnaissance que l'économie marchande dans le fonctionnement de notre société. Son développement doit donc être pensé de concert (ou en articulation) avec l'économie marchande et non contre.

Essai de (re)définition

Dans son acception actuelle, l'économie non marchande recouvre la production de biens et services non marchands**.** Selon l'INSEE, « la production non marchande comprend les **services gratuits ou quasi gratuits** (échangés contre une contribution inférieure à 50% de leur coût de production). Ces services sont **fournis par les administrations publiques ou les**

5 L'orthographe est ici volontairement modifiée ("anthro" remplace "entro") pour signifier que l'origine humaine de l'entropie.

organisations à but non lucratif (associations, etc.). Par convention, tous les biens matériels sont considérés comme marchands. Toutefois, si un bien est vendu à moins de 50% de son coût, on considère alors qu'il s'agit d'un service rendu et non d'un bien vendu. Les services peuvent être marchands (le conseil, la publicité, etc.) ou non marchands (la police, la justice, la défense, etc.). **Le même type de service peut être marchand ou non marchand, selon qu'il est fourni par l'Etat ou le marché** (domaine de la santé, de l'éducation, etc.)[6] ».

Nous en proposons la redéfinition suivante : **l'économie non marchande est à la base du fonctionnement de notre société et constitue l'assise sur laquelle se développe l'économie marchande.** Elle recouvre les différentes formes de création de valeur, ou de forces de vie, au bénéfice de la société et/ou du vivant adossées à des modalités non marchandes**.** Elle englobe les biens et services gratuits ou proposés à des prix déconnectés des règles du marché pour le bénéficiaire (particulier, organisation, société), les contributions productrices de valeur sociale et environnementale que la société décide d'encourager et donc de reconnaître. Derrière les modes de reconnaissance et d'encouragement monétaires de cette économie non marchande, il y a toujours un choix politique. Ce n'est pas le marché qui décide de cette économie, mais la communauté humaine à ses différentes échelles (idéalement de l'individu au mondial, en passant par le local). Les biens et services qu'elle produit n'ont pas toujours d'équivalents monétaires. Ils ne sont ni produits, ni distribués selon un signal prix ; les coûts de production sont totalement, ou partiellement, pris en charge par un tiers ou le producteur lui-même (c'est-à-dire : l'Etat, les acteurs privés/associatifs (citoyens, entreprises, associations) ou une combinaison de ces différents acteurs).

Cette seconde définition rend mieux compte de sa complémentarité avec l'économie marchande. En effet, **l'économie non marchande est aussi la base à partir de laquelle la valeur marchande se construit**. Sans la première, non seulement la seconde ne pourrait pas exister, mais c'est toute notre société qui s'écroulerait. Selon André Gorz, elle repose sur des activités "non marchandes" qui « sont l'étoffe de la vie elle-même. Elles recouvrent tout ce qui est fait, non pour de l'argent, mais par amitié, amour, compassion, désir d'aider ; ou pour la satisfaction, le plaisir, la joie que l'on retire de l'activité elle-même en son déroulement comme en son résultat. Dans toutes les sociétés précapitalistiques, ces activités étaient insérées dans les travaux productifs[7]. »

Elle rend également mieux compte de son potentiel de développement distinct de celui de l'économie marchande. Dans cette dernière, la valeur du bien est établie par le jeu de l'offre et la demande. Pour l'autre, le calcul de la valeur échappe à ce mécanisme et lui permet de réancrer l'échange dans le social. Par ailleurs, une bonne part de la valeur créée ne présente aucun équivalent monétaire et n'entraîne donc aucun échange de cet ordre.

Tout cela lui donne **un pouvoir d'action indépendant des règles du marché, voire déconnecté de toute emprise monétaire**. C'est cette double caractéristique que nous devons exploiter pour en faire une vraie force de transformation de nos sociétés. Or dans les faits, comme nous l'avons vu, c'est plus l'économie marchande qui tend à rogner sur l'économie non marchande que le contraire. Il est temps d'inverser cela en nous appuyant sur son **immense potentiel de création de valeur largement sous-exploité**.

Il est à noter que **l'économie non marchande recouvre une bonne partie de l'ESS**, **sans pour autant complètement l'englober**. En effet, si une part de ses acteurs de l'ESS œuvre dans le champ du non marchand, une autre part exerce, avec plus ou moins de bonheur, une activité économique dans le champ marchand qu'elle cherche à transformer en faisant valoir

6 Source : https://www.vie-publique.fr

7 Gorz A., *Les Chemins du Paradis. L'agonie du capital*, Galilée, 1983.

une responsabilité sociétale et par des pratiques différentes (la participation aux décisions, la gestion démocratique, la primauté de la personne sur le capital et autres). L'économie non marchande cherche, quant à elle, à se développer au sein même des entreprises marchandes tout en prenant appui sur elles. Par ailleurs, **cette dernière ouvre, comme nous allons le voir, un périmètre d'action plus large dans le champ du non marchand,** car elle s'immisce jusqu'au sein des familles et recouvre les nombreuses formes d'initiatives citoyennes individuelles et collectives, créatrices de valeur(s) pour la société.

Une économie fondée sur des contributions citoyennes non marchandes

Si l'on met à part les services non marchands des administrations et des collectivités locales[8], le potentiel de production de valeur, ou de forces de vie, au sein des sphères économique, sociale et écologique repose sur les **contributions citoyennes non marchandes** (CCNM) de tous les acteurs individuels et collectifs d'un territoire (**les citoyens, les associations, les entreprises, les collectivités locales et autres**.)

Ces contributions pour être qualifiées de citoyennes non marchandes doivent être : spontanées, créatrices de valeur aux plans économique social et/ou écologique et gratuites (c'est-à-dire ne pas entraîner d'échange d'argent, autrement qu'à la marge, entre le contributeur et le bénéficiaire).

Elles englobent :

- **Les contributions bénévoles** qui s'exercent dans le **cadre associatif** dont l'immense majorité est créatrice de valeur pour la société.
- **Les contributions bénévoles** qui s'exercent aujourd'hui de plus en plus dans des **tiers lieux** dont les structures juridiques sont de plusieurs ordres : associations, coopératives, SCIC, privées.
- **Les contributions** qui s'exercent dans le cadre **des entreprises,** au travers de leurs fondations et/ou leur politique RSE (par exemple le mécénat de compétences)
- **Les contributions qui s'exercent dans un cadre collectif informel** ou plus exactement auto-organisé (par exemple un immeuble qui décide d'adopter la charte des voisins solidaires).
- **Les contributions individuelles spontanées** à caractère plus ou moins pérenne qui s'exercent en dehors de la sphère familiale (par exemple coup de main régulier à des personnes âgées habitant à proximité)
- **Les contributions qui s'exercent au sein de la structure familiale** au bénéfice de ses acteurs et plus indirectement de l'ensemble de la société (préparation des repas, tâches ménagères, éducation des enfants, aide aux devoirs, aides aux parents âgés ou autres)
- **Les contributions volontaires sur les réseaux** (productions de savoirs, d'outils, culturelles et autres) et involontaires comme les data.

Des contributions rémunérées sur des bases "hors marché", peuvent aussi entrer dans la catégorie des contributions citoyennes. Il s'agit :

- Des contributions **rémunérées très en deçà de la valeur de la contribution**

8 Les services non marchands mis en place par l'Etat et les collectivités locales sont mis à part, car ils sont financés par les impôts. En effet, même s'ils servent le bien commun, ce ne sont donc pas à proprement parler des initiatives citoyennes. Par contre, il leur appartient bien de proposer de nouveaux services non marchands adaptés aux besoins de transformation de nos sociétés. Il leur incombe aussi de favoriser le développement des contributions citoyennes en ouvrant des espaces de contribution, en animant la dynamique de contribution, en capitalisant sur les résultats, et en favorisant le passage à l'échelle des plus pertinentes.

- Des contributions volontaires tournées vers le bien commun, **soutenues ou rendues possibles par un revenu indirect** (par exemple un revenu contributif ou universel).

Ces contributions citoyennes, sous-jacentes à l'économie non marchande, peuvent être qualifiées de privées (celles exercées au sein de la famille et au bénéfice de proches amis) ou publiques (les autres). Ce sont ces contributions auxquelles nous allons nous intéresser en priorité dans le cadre de notre propos, car elles présentent un potentiel de valeur et de développement très largement sous-exploité pour passer du « pouvoir d'achat » au « pouvoir de bien vivre ».

Une économie productrice de valeur sociale, économique et écologique

Une grande part des activités non marchandes sont **productrices de biens sociaux** qui recouvrent une autre forme de valeur tout aussi importante que la valeur économique : la valeur sociale. Ces biens sociaux n'appellent à aucune autre forme de bénéfice que la qualité du vivre ensemble et les satisfactions individuelles puisées, pour l'essentiel, dans la reconnaissance par l'autre. Ce sont avant tout des biens relationnels qui n'ouvrent à aucune comptabilité rigoureuse. Bien au contraire, car ce qui compte vraiment ne se compte pas. Or ces biens, comme nous l'avons vu, **sont de plus en plus menacés par l'activité marchande** qui, en s'étendant toujours plus, tend à détruire les liens sociaux en marchandisant des biens et services situés en dehors du champ marchand.

Ces biens relationnels omniprésents dans la sphère sociale, puisqu'ils en sont la structure, **se retrouvent aussi bien sûr dans les services marchands**. C'est par exemple la relation que l'on va nouer avec son coiffeur à qui l'on se confiera. C'est aussi la relation de confiance développée avec le médecin, le temps qu'il nous consacre et l'empathie qu'il nous témoigne. Toutefois, ce bien est souvent vécu comme un plus ou comme « la cerise sur le gâteau », car son absence n'annule pas la valeur du service (on peut ressortir de chez le coiffeur très bien coiffé et de chez le médecin avec la bonne prescription médicale). Or, avec l'optimisation des services et leur technicisation, **on tend à réduire voire à supprimer l'échange de biens relationnels, au profit d'une prestation technique vidée de son humanité et donc d'une partie pourtant essentielle de sa valeur.** En matière de santé, on a aussi oublié, ou feint d'oublier que pour maximiser ses chances de guérison il faut non seulement être bien pris en charge techniquement, mais aussi être accompagné de façon humaine par le personnel médical, tout comme être bien entouré par sa famille. Les modes de management de nos hôpitaux et les injonctions toujours plus fortes aux économies participent bien sûr de ces dérives. Les conditions de travail deviennent telles dans les métiers de la santé que même les professionnels les plus conscients de ces manques n'ont plus le temps de « prendre soin » de leurs patients. **Dans l'économie marchande, le bien tend donc à tuer le lien**.

Mais la sphère non marchande ne produit pas que de la valeur sociale, **elle crée aussi de la valeur d'ordre économique,** soit de façon indirecte comme l'éducation, soit de façon directe au travers de la production de biens et services**.** Outre l'ensemble des services gratuits délivrés par les organismes d'Etat ou assimilés, la sphère économique non marchande recouvre aussi **les échanges et la production de biens et services non marchands ayant lieu au sein d'une famille** (les repas, le ménage, les courses, les cadeaux, le bricolage, etc.), entre amis, entre voisin ou au sein d'une communauté plus large. Elle englobe aussi **les activités de production bénévoles exercées au sein des associations** dont les biens et services peuvent aller jusqu'à se confondre et/ou à entrer en concurrence avec la sphère marchande. Elle renvoie en dernier lieu à la **production de biens et services dont les prix ne sont pas fixés par le jeu de l'offre et la demande**, mais sont la résultante d'un jeu d'ajustement social émanant soit du vendeur (vente très au-dessous des prix du marché), soit de l'acheteur (achat significativement au-dessus des prix du marché). Il est à noter que **de plus en plus**

d'entreprises contribuent aussi à l'économie non marchande, par exemple au travers de leurs fondations ou d'initiatives comme le mécénat de compétences (mettre à disposition, à titre gratuit, de salariés à un organisme d'intérêt général). Une grande part de cette très importante valeur d'ordre économique n'est pas prise en compte dans notre sacro-saint PIB et pourtant elle est essentielle[9].

Au final, la sphère non marchande peut produire, au travers de services qu'elle délivre et de ses nombreuses initiatives citoyennes, **de la valeur écologique sur des territoires** dont les capacités de résilience ont (très souvent) été considérablement amoindries par la destruction de la biodiversité et des nombreux liens sur lesquels elle repose. Dans la nature, comme dans nos sociétés, ce qui fait vie, **ce qui fonde la valeur d'un écosystème, ce sont les liens**, les interactions transformatrices entre les différents éléments. Cette production de valeur devrait pouvoir se faire dans le cadre d'un **contrat social élargi à l'ensemble des éléments de la nature**, c'est-à-dire à l'ensemble du vivant non humain auquel notre existence est liée. C'est par exemple toutes les actions de préservation de l'environnement (nettoyage, entretien, sauvegarde, etc.) ou le **développement de services écosystémiques**. A la différence de l'économie marchande, elle est en mesure de créer de la valeur dans cette sphère sans répondre aux critères de rentabilité du marché.

Une économie ré-encastrée dans le social et l'écologique.

L'économie non marchande **n'établit aucune relation de domination entre la sphère économique et les sphères sociale et écologique**. Autrement dit, elle n'est pas pilotée par l'économie marchande ou placée sous sa dépendance. Au contraire, **ces sphères se renforcent les unes les autres**. L'économie non marchande s'organise avant tout à partir des (vrais) besoins, en s'appuyant sur l'immensité des ressources humaines, matérielles et immatérielles d'un territoire. **Nous avons donné le nom d'actifs dormants à ces ressources déjà là et, le plus souvent, sous-utilisées.**

Les territoires sont très souvent riches de toutes ces ressources et ne le savent pas et/ou n'en font rien, ou presque. L'économie non marchande peut leur offrir un fantastique terrain de (ré)mobilisation en favorisant la mise en lien avec les acteurs d'un même territoire, en contribuant à l'émergence de projets au service du collectif et du bien commun. Son moteur de développement sera en grande partie social, car elle est étrangère à la notion de profit ou de lucrativité. Si l'argent y circule, c'est pour couvrir les besoins économiques, et si des échanges monétaires s'y pratiquent c'est avec l'intention de proposer une juste rémunération. **L'économie non marchande est avant tout placée sous le contrôle du social et de l'écologique**.

Une économie ancrée localement

Le territoire vécu reste une donnée essentielle de l'expérience humaine. Une grande partie de l'économie non marchande **donne toutes ses capacités et sa pleine puissance dans des relations de proximité**. Elle se construit sur des logiques de solidarité, d'appartenance, d'attachement et sur la base d'enjeux, voire d'un projet global partagé. Elle se déploiera d'autant mieux que des liens de diverses natures préexistent au sein d'un territoire à la réalité concrète partagée. **Ce sont ces liens qui favoriseront les dynamiques de coopération**. Mais l'existence de liens préalables n'est pas un impératif puisqu'elle contribue aussi à en construire. On s'y impliquera d'autant mieux qu'on se sent proche et concerné par la cause que l'on défend, le territoire que l'on veut protéger, ou les personnes que l'on veut aider. **L'économie non marchande est par excellence le moteur endogène d'une économie locale**.

[9] La part des services assurés par l'Etat et ses administrations comme l'éducation, la police ou autre est prise en compte dans le PIB.

En résumé, l'économie non marchande recouvre la production de biens et services de triple valeur économique, sociale et écologique, dont la nature et l'existence ne sont pas conditionnées par le profit, mais par leur utilité, leur nécessité. **Sa force de production ne repose pas sur le capital, mais sur la capacité de mobilisation d'acteurs individuels** ou de collectifs autour d'enjeux collectifs relevant de nos forces de vie et notamment autour de la production de biens communs. La proximité entre les acteurs est importante, car elle contribue à la formation et à la consolidation des liens, garants de nos équilibres, grâce auxquels nous faisons société et gagnons en efficacité collective. Voyons maintenant plus en détail les bénéfices que nous pourrions tirer d'une économie non marchande plus mature et en quoi elle pourrait nous aider à faire face efficacement au triple défi écologique, social et économique.

2. **Les enjeux du développement de l'économie non marchande**

Augmenter l'autonomie du champ social

Un des **premiers enjeux** du développement de l'économie non marchande serait de **contribuer à l'augmentation de l'autonomie du champ social** vis-à-vis du champ économique en activant ses mécanismes de croissance endogènes. L'économie non marchande, forte de cette relative autonomie, pourrait alors **faire contrepoids à l'économie marchande** en offrant de **nouveaux leviers de développement déconnectés des impératifs de croissance économique**. Elle ouvrirait aussi la porte à la possibilité d'un nouveau projet de société au sein duquel **chacun retrouverait son pouvoir d'agir** indépendamment de ses ressources financières et serait en mesure de vivre de façon digne sur la base de contributions plus larges que la seule contribution économique marchande ; une société où le pouvoir de bien vivre ne serait plus dépendant du seul pouvoir d'achat.

Sortir de la dépendance à l'argent pour agir

Dans notre monde marchand, tout est régi par l'argent. Nous en sommes tous devenus dépendants, du citoyen aux politiques en passant bien sûr par les entreprises. **Un responsable politique ne peut et ne sait agir que s'il dispose des finances nécessaires**. Tout ce qui n'est pas finançable n'est pas envisageable. Or, comme nous l'avons vu, nous créons de la valeur économique, sociale et environnementale, c'est-à-dire des forces de vie, autrement que par le levier de l'économie marchande. Nous pouvons créer beaucoup plus de valeur, par ce même biais, à des coûts nuls ou bien moindres, en incitant tous les acteurs d'un territoire à plus de solidarité, plus de responsabilités, plus d'implication sociale, plus d'actions collectives concertées et auto-organisées autour de la création du bien commun… bref, à **plus de citoyenneté créatrice de biens et services non marchands.**

Favoriser la sobriété

La sobriété, nous l'avons vu, est un **axe clé de la transition écologique**. Cette exigence s'immisce dans toutes les composantes de notre vie quotidienne, de la gestion de l'énergie à celle de l'eau, en passant par celle des produits non renouvelables. Elle nous impose aussi de **nous extraire, au moins pour partie, des tentations de notre société capitaliste** où nous avons été poussés à consommer plus que de raison dans le but de faire tourner la machine économique. L'économie non marchande, par les pratiques qu'elle induit, ouvre à des **modes de consommation et de production plus en phase avec nos vrais besoins**. Par exemple, au lieu d'acheter un plat tout fait et/ou des aliments transformés on achètera des produits frais que l'on cuisinera soi-même. Certes, cela peut prendre un peu plus de temps, mais les bénéfices en termes de santé seront incomparables. En plus, on peut découvrir ou redécouvrir les joies de la bonne cuisine. Mieux, si l'on a un jardin, on peut produire tout ou partie de nos besoins alimentaires. De façon plus générale, si au lieu d'aller acheter certains

produits dans les magasins, on les fabrique nous-mêmes, on limitera mécaniquement nos consommations. **Lorsqu'on fait les choses par soi-même, ou avec l'aide d'autres, on va au nécessaire et on ne s'encombre pas du superflu**. On est mécaniquement sobre dans notre rapport à la consommation. Par exemple, si je me fabrique certains vêtements au lieu de les acheter, je me contenterai de l'essentiel et je n'encombrerai pas mes placards d'habits rarement, voire jamais portés. Si je fabrique mes produits d'entretien, j'utilise les mêmes contenants à chaque fois et je ne viens pas grossir les montagnes de déchets que l'on produit chaque jour. Lorsque je répare un objet, j'en fais de même tout en faisant du bien à mon porte-monnaie. On peut aussi évoquer le mouvement « makers », ce réseau international de bricoleurs (dits makers), qui fabriquent, à partir de plans en open source, des objets, voire des machines personnalisés de toutes sortes en recourant aux outils de fabrication numérique, telles les imprimantes 3D et les découpeuses laser. **L'économie du partage participe aussi de l'économie non marchande** en favorisant les échanges et les prêts de biens, dont beaucoup sont largement sous-utilisés, voire dorment dans les placards ou les garages. Elle permet aussi de limiter la production de biens en mobilisant, dans le cadre de nouveaux projets, des ressources déjà là (les actifs dormants), au lieu de les acheter.

On pourrait multiplier ces exemples pour montrer que dans de nombreux domaines l'économie non marchande permet de gagner en autonomie et par là même contribuer à la nécessaire sobriété, avec la clé un grand nombre d'avantages et de satisfactions comme des économies souvent substantielles et surtout le plaisir de faire. On ne saurait aussi décrire **les immenses satisfactions que cette réappropriation de nos capacités de « faire » peut procurer**. Certes, tout cela demande du temps et des compétences. Mais le temps bien souvent se trouve en faisant des arbitrages sur des activités futiles et les compétences s'acquièrent individuellement ou avec l'aide d'autres, et ce le plus souvent dans le cadre de logiques d'action. Ces compétences peuvent ensuite servir de monnaie d'échange avec des proches et des moins proches afin de troquer des services. Si les mécanismes d'entraide et de solidarité fonctionnent, c'est toute une communauté qui s'enrichit à chaque fois qu'un des membres acquiert un nouveau savoir-faire. Par là même, **c'est toute la communauté qui gagne en capacité de résilience**.

Revisiter le périmètre, voire le sens, du travail

Nous avons évoqué la nécessité de reconsidérer la question du **périmètre du « travail »** et ses **modes d'encouragement** à l'aune de **la question de la valeur,** ou des forces de vie**,** que nous devons produire pour continuer à nous développer dans le respect des limites écologiques et des exigences sociales. Actuellement, **seul le travail offre une rémunération financière** à partir de laquelle il est possible de vivre. Or, nous avons vu que, dans notre monde capitaliste construit sur le profit, la monétisation à outrance des biens et services ainsi que la croissance, nous ne pouvons pas satisfaire aux nécessaires équilibres des sphères sociales et écologiques par le seul travail. Ce dernier, en tant que **bras armé de la sphère économique**, nous conduit non seulement à détruire de nombreux liens essentiels dans la sphère sociale, mais tend aussi à détruire la sphère écologique par sa consommation irraisonnée d'énergie et de matières. **L'économie non marchande,** au travers des contributions citoyennes, en est le parfait antidote ou complément, car elle **favorise la bonne marche de l'économie**, **renforce les liens sociaux**, construit de nouvelles habitudes de vie soutenables et **prend en charge des projets de création de valeur écologique ou sociale impossibles à financer autrement que par l'impôt** (donc indirectement par l'activité économique).

Ces activités créatrices de valeur « non monétaire » sont, plus que jamais, devenues **essentielles au maintien de nos équilibres économiques, sociaux et écologiques.** Elles

doivent donc être encouragées, voire même permettre de vivre dans la société lorsque l'on apporte une contribution essentielle.

Aujourd'hui, l'immense majorité des contributions citoyennes, à la base de l'économie non marchande, ne sont pas rémunérées. Lorsqu'elles le sont, les rémunérations sont très en deçà de leur valeur. Cela implique deux choses : d'une part, **élargir le concept de travail au champ de (certaines) contributions sociales et écologiques**, d'autre part, **trouver un modèle économique permettant de les rémunérer** au prorata de tout ou partie de la valeur créée et/ou de leur utilité collective. Nous traiterons du modèle économique un peu plus loin dans les conditions de réussite. Concernant le premier point, comme nous l'avons déjà vu, la rémunération des (seules) contributions économiques est la résultante d'un contrat social implicite : travail contre pouvoir d'achat ; contrat au sein duquel seule la production de biens et services monnayables par le jeu de l'offre et de la demande ou financés par nos impôts est considérés comme du travail. Les autres contributions dites citoyennes, sont considérées comme allant de soi et sont laissées à la libre appréciation de chacun. Mieux, à partir du moment où l'on a de l'argent, ou que l'on décide de vivre juste pour soi, on peut s'affranchir de toutes les contraintes citoyennes. A l'heure où notre système économique n'est plus en mesure de garantir les équilibres propres à une bonne vie et au développement de l'ensemble du vivant, il est urgent de **décider d'un nouveau contrat social où des formes de contributions actuellement extérieures au champ du travail pourraient donner droit à une rémunération**. Cela reviendrait implicitement à les reconnaître en tant que travail (au sens d'une création de valeur utile à la société). Nous reviendrons plus loin sur la nature possible de ces activités.

Favoriser et encourager la création de nouveaux liens

Le développement de la sphère économique a contribué à de réelles évolutions sociales au travers du confort de vie qu'elle a permis et des innombrables autres progrès dont elle est à l'origine. Cette évolution, propre à notre modernité, ne s'est toutefois pas faite sans dégâts sociaux, puisque comme nous l'avons formulé, "le bien marchand tend à tuer le lien". **C'est notamment le processus de marchandisation à outrance qui tend à tuer le lien** en mettant des services payants en lieu et place de services gratuits. Là où l'on avait auparavant une dette sociale, nous payons un service qui nous rend quittes de tout, voire peut nous permettre d'exiger d'en avoir pour son argent en installant "l'autre" dans un rapport de subordination. **L'économie non marchande n'est pas destructrice de liens, elle contribue au contraire à (re)construire les liens sociaux** à la base de nos solidarités, de nos coopérations et plus largement, de la qualité de notre vivre ensemble. Les liens sont essentiels au fonctionnement de notre société, car ils sont à la base de nos capacités de résilience, de nos dispositions à inventer de nouvelles idées, de nouvelles combinaisons pour faire face à l'inconnu. **Dans la nature, comme dans nos sociétés, ce sont les liens qui fondent la richesse et la robustesse d'un système**. Il convient aussi de retisser les liens déchirés avec notre environnement naturel, de renouer avec cette terre et ses innombrables figures d'altérité[10] dont la modernité nous a coupés. Comment se fait-il que les arbres ne nous parlent plus ou que les multiples voix de la forêt ne nous enseignent plus rien, s'interroge David Abram, dans son merveilleux livre *Comment la Terre s'est tue*. Pour lui, « les autres formes d'expérience que nous rencontrons – que ce soit celle des fourmis, des saules, ou des nuages – ne nous sont jamais complètement étrangères. Malgré les différences évidentes d'aspect, de capacité et de manière d'être, elles restent, même de façon ténue, familières – et même familiales ».

10 **Altérité :** Caractère de ce qui est autre. L'altérité est « la caractéristique de ce qui est autre, de ce qui est extérieur à un 'soi', à une réalité de référence : individu, et par extension groupe, chose, lieu. Elle s'impose à partir de l'expérience et elle est la condition de l'autre au regard de soi. » (Source Wikipedia)

En cas de crises profondes, aucune science ou technologie ne nous sauvera si nous ne sommes pas en mesure de nous organiser par la force de nos liens. **Seule l'économie non marchande est en mesure de satisfaire à cette exigence en développant nos liens** de façon volontariste et suffisamment massive.

Rompre avec les situations d'exploitation de l'homme par l'homme

Historiquement, la dynamique de l'exploitation de l'homme par l'homme a pris différentes formes : l'esclavage, où l'être humain était une propriété ; la féodalité, marquée par la dépendance des serfs envers les seigneurs ; puis **le capitalisme industriel, où la force de travail est devenue une marchandise**, donnant lieu à la lutte des classes entre capitalistes et prolétaires. Aujourd'hui, cette logique d'exploitation s'étend même à la sphère des données et des informations personnelles, exploitées à des fins économiques.

L'économie non marchande rompt avec cette logique d'exploitation. Elle met l'accent sur l'intérêt général, l'égalité d'accès et la solidarité. Les services non marchands - santé, éducation, justice, action sociale - sont financés collectivement et distribués selon les besoins, non selon la capacité à payer. Cette approche privilégie la coopération plutôt que la concurrence, l'inclusion plutôt que l'exclusion, et cherche à réduire les inégalités structurelles héritées des systèmes précédents.

En s'affranchissant de la logique marchande, l'économie non marchande propose ainsi une alternative concrète à l'exploitation, en plaçant l'humain et le bien commun au centre de son organisation. Elle ouvre la voie à une société où la valeur n'est plus déterminée par le profit, mais par l'utilité sociale et la solidarité.

Faciliter le développement des communs

Le concept des communs relève d'une **longue tradition historique** d'accès aux ressources naturelles locales partagées (champs, forêts, cours d'eau), dont l'accès est réglementé par le droit coutumier, et dont chacun peut faire usage et/ou trouver des moyens de subsistance. Après avoir été un temps oublié dans les pays dits "modernes", il tend à réapparaitre avec force. Aujourd'hui, **le concept s'est élargi à l'ensemble des biens qu'un collectif décide de s'approprier pour en faire un usage commun**. Dans leur définition la plus simple, les communs renvoient à la pratique collective de gestion d'un bien ou service afin d'assurer sa durabilité et son juste partage, sur la base d'un ensemble de règles d'usage autoproduites et acceptées par la communauté. En fait, tout bien est susceptible de devenir un commun à partir du moment où une communauté lui accorde une valeur et décide de le gérer sans s'en remettre au marché ou à l'Etat.

Les communs ouvrent **une troisième voie** pour la gestion de biens d'intérêt collectifs **entre le marché et l'Etat**. L'approche des communs **ouvre à un autre horizon de vie en société** qui dessine une alternative écologique, sociale, économique et politique en proposant des modes de gouvernance très décentralisés adaptés aux impératifs de gestion de systèmes complexes. Elle est aussi **porteuse d'un puissant imaginaire émancipateur, similaire à celui revendiqué par l'économie non marchande,** qui nous invite à renouer avec le **pouvoir d'agir en commun** en mobilisant des logiques d'entraide, de solidarité et de justice sociale.

Leur existence et leur développement reposent en grande partie, voire exclusivement, sur les contributions citoyennes non marchandes. De ce fait, les communs participent du développement d'une économie non marchande au sein d'un territoire. L'inverse est aussi vrai puisque **l'économie non marchande, par ses mécanismes, peut favoriser directement ou indirectement le développement des communs** en encourageant le développement des contributions non marchandes situées en dehors de la sphère privée. Le développement de l'économie non marchande et celui des communs participent donc d'un même combat.

L'économie non marchande, dans un cadre encore plus mature, pourrait plus largement être mise au service d'**un projet local au sein duquel le territoire accéderait au statut de bien commun**. Dans une telle occurrence, les différents acteurs du territoire seraient invités à prendre soin ensemble de leur territoire au regard d'intérêts communs bien compris.

Régénérer la démocratie

Le premier rôle des instances de gouvernance publique, nous dit John Dewey[11], est de poser le cadre à partir duquel une société, composée de groupes aux intérêts divergents, sera le mieux à même de réaliser son projet collectif en s'appuyant sur les modes démocratiques. Or, le mode représentatif, en réduisant au minimum la participation des citoyens aux affaires publiques, a contribué à affaiblir des compétences civiques du peuple et, d'une certaine façon, à l'aliéner à des politiques et une administration omniprésente. **La démocratie, dans le cadre des enjeux actuels, ne peut donc pas se réduire à l'exercice du droit de vote ou à la participation à des corps intermédiaires traditionnels**. Les citoyens ne peuvent plus être réduits à de simples spectateurs des décisions prises par ceux à qui ils ont donné les clés. La démocratie doit aussi **se fonder sur un désir général de contribution autour de causes concrètes tournées vers la construction d'un monde à venir plus juste, plus libre, plus fraternel, plus solidaire de l'ensemble du vivant**.

La contribution citoyenne sur laquelle se fonde l'économie non marchande, lorsqu'elle s'exerce en dehors du champ privé, participe clairement de cette logique. Elle **invite à passer du "dire" au "faire avec", elle incite à se demander en quoi et comment on peut contribuer concrètement, de façon citoyenne, au développement du bien commun et à la mise en place de modalités créatrices de valeur dans les domaines économiques, sociaux et environnementaux**. La contribution citoyenne se conjugue aussi avec la nécessité de développer l'intelligence collective et **d'accepter l'hétérogénéité des pratiques** pour agir au plus juste et au plus près des exigences de chaque situation. Ce faisant, elle permet de **dépasser la polarisation des points de vue** dont les outrances minent aujourd'hui notre vie politique, tout en assumant la dimension conflictuelle. Un impératif qui se pose de façon aiguë pour faire face à la crise systémique engendrée par notre modèle de développement.

Cette nouvelle conception « contributive » de la démocratie est d'autant plus nécessaire que la conduite des transformations qui vont devoir s'effectuer dans les champs écologiques, sociaux et économiques doit se faire de la façon la plus démocratique possible. Elle **ne peut donc pas s'opérer (uniquement) par le haut, dans un cadre national qui imposerait les mêmes moyens à tous,** mais doit, au contraire, permettre de prendre des décisions aux niveaux où les problèmes se posent pour **répondre au plus juste des exigences de chaque situation en associant les acteurs concernés**. L'intelligence de chacun ne serait alors plus investie dans le contournement des règles, mais dans l'invention de modalités adaptées. Ce faisant, **on passerait d'une logique de moyens à une logique de résultats**. En poussant cette logique jusqu'au bout, on pourrait aussi être amené à repenser nos modes de gouvernance autour du **principe de subsidiarité** ; principe selon lequel la primauté de l'action et de la décision revient aux acteurs locaux qui s'auto-organisent collectivement dans l'optique de répondre à leurs besoins. Notre organisation, par jeux d'échelles successives ne se ferait plus du haut vers le bas, mais du bas vers le haut. On perçoit facilement en quoi l'économie non marchande, par le potentiel de contribution dont elle est porteuse, pourrait participer à l'ensemble de ces processus et s'en nourrir.

Permettre à chacun de contribuer au fonctionnement de la société tout au long de sa vie

Dans notre société dominée par l'économie marchande, **notre statut social est déterminé par notre travail**. On est réellement utile à la société lorsqu'on contribue au fonctionnement de l'immense machine économique. On l'est moins lorsqu'on est au seuil du travail, à ses marges ou quand on en prend la porte de sortie. Nous pensons ici d'abord aux étudiants qui ne sont pas encore entrés dans la vie professionnelle et, plus encore, aux retraités dont les

11 Dewey J., *Le Public et ses problèmes*, Folio, 2005.

compétences mobilisées durant leur vie professionnelle sont tout d'un coup devenues inutiles, car la seule véritable forme de contribution organisée et reconnue socialement est le travail. **La retraite est vécue comme un soulagement pour certains et comme une mort sociale pour d'autres**. Ces derniers, amputés d'une partie d'eux-mêmes, se replient sur la sphère familiale et dans le meilleur des cas sur le monde associatif, où ils trouvent plus ou moins bien matière à prolonger leur utilité sociale au travers d'autres formes de contributions pas forcément aussi reconnues. **Faute de réelles sollicitations, de réels terrains d'expression, une grande part de leurs compétences et de leurs forces d'action se dissolvent et se perdent à jamais pour nos sociétés**. Il en serait tout autrement si chaque territoire cherchait à développer de façon volontariste l'économie non marchande, et tout particulièrement si ces sollicitations s'organisaient autour d'un **projet de territoire** où chaque acteur pourrait trouver des espaces de contribution adaptés sans souci de rentabilité. Dans une économie non marchande, ce qui compte ne se compte pas : si c'est juste et pertinent, on s'organise pour le faire.

Un projet de territoire adossé à ce type de contributions pourrait même permettre d'aller encore plus loin en **redonnant une juste place aux personnes situées en marge de l'emploi**, et notamment à tous ceux qualifiés d'inemployables dans l'économie marchande. Ces citoyens de seconde zone que l'on appelle pudiquement des chômeurs de longue durée. La meilleure démonstration en a été donnée par le projet Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD) et les **Entreprises à but d'emploi (EBE)** qui lui sont associées. Le principe de ce projet est révolutionnaire puisqu'il ne s'agit plus d'adapter des ressources à une offre d'emploi existante, comme c'est la norme dans l'économie marchande (où le système économique s'impose à la personne). Cela consiste au contraire à **voir comment les compétences singulières de demandeurs d'emploi peuvent se déployer intelligemment sur un territoire** donné (à l'instar des principes de l'économie non marchande, une offre économique se déploie à partir des ressources existantes). En d'autres termes, l'objectif du dispositif est de faire en sorte que des personnes sans utilité économique au regard de l'offre existante puissent contribuer aux besoins existants à partir de leur profil (compétences, disponibilité, envie…) et soient ainsi en mesure de retrouver leur dignité.

Toutes ces personnes qui vivent en dehors ou en marge du système de production marchand sont littéralement des actifs dormants pour la société, c'est-à-dire des ressources dont nous ne faisons rien, faute de pouvoir ménager des espaces "utiles" dans lesquels elles trouveraient à s'employer au bénéfice de tous, à commencer par elles. Elles sont la base, la matière première de l'économie non marchande. Une vraie mine à ciel ouvert tant ses ressources sont immenses et facilement accessibles. **Un grand nombre de ces acteurs ne demandent qu'à se sentir plus utiles, à continuer à appartenir pleinement à un collectif**, à continuer à exercer leurs talents et à développer leurs potentiels. L'économie non marchande peut leur permettre tout cela.

Aider les entreprises à ré-encastrer leur activité économique dans le social et l'écologique

Les entreprises, en tant qu'acteurs clés de la création de la valeur économique, sont au cœur de l'économie marchande. **Elles sont, tout à la fois, à la base des problèmes écologiques que nous avons à dépasser et les principaux outils nécessaires à la construction de notre monde à venir.** Cette double nécessité les confronte à une impossible exigence : continuer à assurer les marges garantissant leur existence dans un univers très concurrentiel, tout en se conformant à des impératifs sociaux et environnementaux de plus en plus pressants. La posture schizophrénique dans laquelle elles se retrouvent résulte en grande partie de **l'échec d'un modèle de développement dual au sein duquel la seule responsabilité des entreprises était de faire du profit**[12] sans (trop) se soucier de leurs externalités négatives.

12 « L'unique responsabilité sociale de l'entreprise est d'accroître ses profits » avait déclaré de façon de façon provocatrice, le prix Nobel d'économie Milton Friedman, en 1970. Pour lui, l'état devait prendre en charge le

Dans ce modèle, il appartient à l'Etat d'endosser la responsabilité d'une bonne partie des charges sociales et environnementales de la société sur la base d'une juste utilisation d'une partie des richesses lui revenant par l'impôt et les autres taxes. Ce partage de responsabilité nous a menés dans une impasse, car il était illusoire de penser faire reposer l'essentiel de la responsabilité écologique sur un Etat se trouvant, de fait, dans l'incapacité de faire face aux dégâts systémiques causés à l'environnement. Aujourd'hui, **il est devenu évident que la responsabilité sociale et écologique doit aussi être assumée le plus possible par l'entreprise dans le cadre du périmètre de ses activités**.

L'économie non marchande peut et doit, à notre sens, jouer un rôle central dans la réappropriation, par l'entreprise, de cette double responsabilité. Elle pourrait notamment **les aider à mieux assumer leurs responsabilités sociales et écologiques au sein de leurs territoires d'appartenance**. Par exemple, en les aidant à développer l'économie circulaire, à mettre en place des modalités d'écologie industrielle, à améliorer leur impact écologique ou, plus largement, leur politique RSE, au travers de nouveaux services ou activités non marchands. En retour, **les entreprises contribueraient au soutien de l'économie non marchande** par des moyens financiers directs ou indirects (financement de fondations, apports dans des fonds contributifs, etc.) et non financiers (prêts de locaux, matériel, apports de compétences) dont beaucoup restent à inventer. Notons également qu'avec la raréfaction du foncier et les conflits d'usage associés, les entreprises vont devoir générer des externalités positives au profit des communautés pour convaincre. Cela, les data-centers l'ont, par exemple, déjà compris. Cette complémentarité entre le secteur marchand et non marchand trouverait tout son sens dans les endroits où le territoire serait déclaré et reconnu, par tous les acteurs individuels et collectifs, comme un bien commun. Cela passe par le développement d'espaces de dialogue et de gouvernance collaborative pour renforcer la complémentarité entre secteur marchand et secteur non marchand, notamment dans les zones où cette approche est la plus pertinente.

Les conditions de réussite :

S'entendre sur la nécessité d'un nouveau projet de société

L'énorme potentiel théorique de l'économie non marchande a peu de chance de se réaliser véritablement, de trouver un réel sens dans une société qui, d'une part, **persiste à croire que l'imaginaire capitaliste est soluble dans le double impératif social et écologique** et, d'autre part, continue à faire de l'économie marchande l'alpha et l'oméga de son développement. **Faute de remettre ces croyances en question, on pourra, au mieux, changer les choses à la marge**, mettre un peu d'huile dans les rouages. On aura aussi beau jeu de stigmatiser, voire railler tous les questionnements, les remises en cause et les pistes de solutions proposées par l'économie non marchande.

Si l'on souhaite s'engager dans un développement volontariste d'une économie non marchande et en explorer le réel potentiel, **il faudrait au préalable s'entendre politiquement sur la nécessité d'un profond renouvellement de notre projet de société** ; un projet au sein duquel on prendrait acte des limites, voire du caractère suicidaire de l'économie marchande au regard de la double nécessité sociale et écologique. Nous en sommes aujourd'hui malheureusement encore très loin, tant l'immense majorité de nos concitoyens continue à s'accrocher à sa réalité actuelle et à considérer les alternatives de vie plus fraternelles, solidaires et plus écologiques comme attentatoires à sa liberté. **Aucun projet politique faisant consensus autour de cette nécessité ne semble envisageable à court terme** … ni même à moyen terme d'ailleurs. Quand ils ne nous désespèrent pas, ces

reste en faussant le moins possible les règles du marché.

projets font au mieux figure d'utopie. Mais **n'oublions jamais que ce sont toujours les utopies qui ont permis de transformer le monde** lorsqu'elles indiquaient le cap vers un futur désirable. Elles ont alors pour fonction de mobiliser les volontés et les imaginaires, d'ouvrir les portes de l'esprit et de nous mettre en marche en faisant fi des impossibilités de la situation ou d'une époque.

En marche, même si la formule peut faire grincer quelques dents, nous le sommes déjà. Afin de s'en convaincre, il suffit de constater **le développement croissant de nouveaux modes de vie et des contributions conformes aux exigences d'une économie non marchande**. Les personnes qui en font véritablement l'expérience reviennent le plus souvent durablement transformées. Il faut **continuer à encourager cette dynamique,** en l'expérimentant localement partout où c'est possible, en l'outillant, en montant des listes citoyennes porteuses de ces aspirations et en espérant qu'elle devienne un jour une lame de fond dans tout le pays … voire au-delà.

Régénérer la fonction politique de l'Etat social[13]

Le développement de l'économie non marchande visera à une plus grande solidarité économique, sociale et écologique. Il devra s'opérer conjointement à la réémergence d'institutions étatiques en mesure de garantir une vie digne sur le plan social comme écologique. Il s'agit aussi de sécuriser les existences individuelles afin que chacun ne soit pas dans le même temps ramené à sa responsabilité individuelle sur son sort social. L'économie non marchande ne doit pas se substituer aux garanties individuelles élémentaires de l'Etat social (dont les quatre piliers sont la protection sociale, le droit du travail, les services publics et politiques économiques de soutien à l'activité et à l'emploi). Elle doit au contraire pouvoir amener, en réinventant les solidarités locales, un surcroît de fraternité, d'accès à des moyens diversifiés, d'autonomie choisie et autres. Si l'action individuelle et collective y est encouragée, elle ne doit pas l'être dans une forme d'injonction à la performance, mais dans la recherche d'une plus grande résilience sociale profitable à tous. Les contributions doivent pour cela s'effectuer à égalité de dignité, c'est-à-dire en tenant compte des différences de naissance (physiques et sociales) et autres entraves sociales.

Nous avons besoin d'un État fédérateur, véritable catalyseur d'énergies et de talents à travers toutes nos régions. Un État qui sorte de sa vision verticale du pouvoir et ne se contente pas de coordonner, mais qui crée de puissantes synergies entre les territoires, encourage l'expérimentation de nouveaux modèles et lève les obstacles à l'innovation locale.
Le tout, en garantissant ses missions essentielles - assurer la sécurité, garantir l'accès à une éducation de qualité, protéger la santé de tous et préserver nos biens communs nationaux -, cet État moderne incarne l'unité et la solidarité, tout en valorisant la diversité de nos territoires. Il porte haut la voix de la nation sur la scène internationale, en représentant nos valeurs et nos intérêts avec force et clarté.

A cette fin, l'état devra engager d'importantes réformes dans le fonctionnement et les missions de son appareil administratif par trop centralisé. Il sera nécessaire de le faire évoluer pour qu'il devienne (aussi) le support d'initiatives de tout ordre et qu'il passe d'un rôle de supervision et de contrôle (qui devra bien sûr en partie rester) à celui d'accompagnement d'une dynamique collective de transformation.

En misant sur la coopération, la confiance et l'audace, nous pouvons bâtir ensemble un avenir où chaque région contribue pleinement à la réussite commune, dans le respect de l'intérêt général et au service de tous les citoyens.

13 Sur ce sujet, voir les travaux du politiste Sacha Lévy-Bruhl auteur du livre « Le Grand Renversement de l'Etat social ».

Faire de l'éducation le principal levier du nouveau projet de société

L'éducation joue un rôle essentiel dans la constitution des valeurs, des savoirs et des compétences qui définissent nos comportements, nos usages, notre rapport aux autres et plus largement au monde. **Eduquer, ne l'oublions pas, est un acte politique**.

Si nous voulons être en capacité de faire face aux défis à venir, nous devons passer d'un monde où l'intelligence est majoritairement distribuée de façon centralisée à un monde où l'intelligence, les connaissances et les idées sont produites de façon diffuse, au plus près des situations des différents acteurs ou, plus exactement, à un monde où le système s'auto-organise à différentes échelles en fonction des nombreux défis auxquels il a à faire face. Pour cela, il nous faudrait pouvoir **mobiliser toutes les intelligences en renouant avec l'idéal formulé par Kant : apprendre à chacun à se servir de son propre entendement**, et inciter chacun à donner le meilleur de lui-même en se dépassant. Mais comment atteindre cet idéal quand on est confronté de façon répétitive à l'échec et qu'on est mis prématurément hors-jeu de la compétition et qu'on n'est pas reconnu dans sa singularité ? Il est donc **impératif de repenser les finalités et les contenus de nos programmes d'éducation et de formation** en fonction de ces nouvelles exigences… sans pour autant abandonner nos exigences éducatives républicaines.

Dans le cadre du **projet politique actuel la principale finalité de l'éducation est de former des acteurs économiques** en mesure de faire tourner l'économie marchande. Elle a largement supplanté d'autres enjeux tout aussi essentiels initialement fixés à l'école : l'émancipation des individus, le vivre-ensemble, la formation du citoyen. Ce tropisme est renforcé par les attentes des familles qui voient essentiellement dans l'école un lieu de compétition dont les vainqueurs occuperont les plus hauts postes dans la hiérarchie sociale. La lutte des places a remplacé la lutte des classes, tout en continuant à donner un confortable avantage aux milieux sociaux les mieux dotés en capital culturel et économique.

Sauf à croire que la logique économique nous sauvera de tout, **ce n'est donc pas d'un surcroît d'employabilité et de performance économique dont nous avons besoin** afin d'être en mesure de relever tous ensemble les défis à venir. Il est au contraire nécessaire de (re)mettre au centre des enjeux de notre éducation la nécessité de **former des citoyens émancipés** des dogmes actuels et des logiques de domination de notre société, fraternels, coopératifs, solidaires de l'ensemble du vivant, conscients des réalités écologiques et en capacité d'agir en s'auto-organisant pour **répondre à leurs besoins au plus près et au plus juste de leur réalité locale**. Le tout formerait en même temps un terreau propice à l'économie non marchande qui, en se développant, deviendrait un terrain d'expression et d'acquisition de ces compétences.

Il est malheureusement **inenvisageable, à projet politique inchangé, de faire évoluer notre programme d'éducation en ce sens**. Mais, là encore, ce n'est pas pour autant que l'on ne peut rien faire. Beaucoup d'enseignants ont conscience de ces enjeux et font de la résistance à leur modeste niveau. **L'éducation populaire**, dont la plupart de ces idéaux sont au cœur de son combat depuis son origine, n'est pas en reste. Son action est d'autant plus nécessaire qu'elle couvre toutes les tranches d'âge. Elle **défend la nécessité de sortir des approches hiérarchiques de l'éducation** au travers, par exemple, des échanges réciproques de savoirs. Elle a beaucoup **recours à la pédagogie de projets** par laquelle elle fait passer des apprentissages en rapport avec la démocratie, la coopération, la mutualisation et la réciprocité. Cette dernière notion est essentielle, car elle appelle à se défaire des logiques de domination pour échanger sur un pied d'égalité. Son approche résolument active se fonde aussi sur la **croyance en la nécessité de donner à vivre au plus grand nombre des expériences transformatrices**. Selon les tenants de cette approche, il ne suffit pas

d'expliquer la nécessité des transformations, il faut les éprouver dans notre chair afin d'en ressentir tout l'intérêt et être marqués par elles.

Un tel projet éducatif devra idéalement être porté par tout un territoire, car une grande partie des apprentissages s'opéreront dans le rapport à d'autres formes d'action et à d'autres réalités, dans la recherche de solutions à des problèmes concrets, dans des moments de délibération et dans bien d'autres choses encore. **Un territoire porteur d'une ambition de cet ordre pourrait alors se qualifier d'apprenant**. L'économie non marchande pourrait y jouer un rôle essentiel, car c'est par elle que serait donnée à vivre une bonne partie des expériences transformatrices.

Adosser l'économie non marchande à un modèle économique

De grands pans de cette économie non marchande existent déjà et n'ont pas attendu un modèle économique pour se développer. En fait, **elle s'est développée sur les fondements de l'économie marchande** et se trouve donc sous sa dépendance. Cette dépendance vaut surtout vis-à-vis des services non marchands délivrés par l'Etat qui sont financés par les impôts. Mais elle existe aussi indirectement pour les autres biens et services construits en dehors de la sphère marchande, car leur existence repose sur la capacité à se procurer des biens primaires dans le secteur marchand et/ou à utiliser des biens qu'il a contribué à produire.

En dépit de cela, **tout un pan de l'économie non marchande ne vit pas aux dépens de l'économie marchande**, ou alors de façon très indirecte : c'est celui des contributions dites citoyennes, donc volontaires et non obligatoires. Il correspond à la part de cette économie au sein de laquelle on va spontanément se mettre au service de l'autre, coopérer ou s'impliquer dans le développement du bien commun.

Les contributions citoyennes peuvent aller de simples coups de main ou à une attention positive à des projets ambitieux auto-organisés utilisant des moyens matériels "déjà là". En effet, les territoires, au travers de leurs actifs dormants, sont riches d'une infinité de ressources sous-utilisées comme des compétences, des outils, des véhicules, des locaux et bien d'autres choses encore. C'est sur la base de l'ensemble de ces actifs matériels et immatériels présents sur le territoire que pourront se déployer les contributions citoyennes et toute une gamme de projets associés. L'économie non marchande, de par les projets citoyens qu'elle peut favoriser et les mises en lien qu'elle est susceptible de provoquer, représente un potentiel de création de forces de vie très important. **Cette valeur, qui se crée en bonne partie à la marge d'actifs dont elle va optimiser l'usage, ne requiert généralement aucun investissement de départ, ou alors très minime**, car elle fonctionne, en grande partie, sur des bases autofinancées (ou déjà financées). Les contributions citoyennes non marchandes peuvent donc, comme nous l'avons vu, contribuer à l'effort de sobriété nécessaire et à une plus grande résilience de la société tout en présentant un potentiel de création de valeur très important.

Si l'on veut voir ces contributions se développer, **il faut se donner les moyens de les reconnaître** selon différentes modalités, notamment financières. Ce qui implique de les financer. Cette nécessité se pose de façon différente pour les personnes en âge ou en situation de travailler et celles qui ne le sont pas. Pour ces dernieres, c'est-à-dire les retraités et les jeunes pas encore rentrés de plain-pied dans le monde du travail, la possibilité de bénéficier d'un soutien financier doit être ouverte à ceux qui auront besoin de se constituer un revenu ou un complément de revenu. **Concernant les actifs, les modes de soutien financier doivent permettre de compléter leurs revenus** de ceux qui feront le choix de partager leur temps entre des contributions dans le monde marchand et non marchand, ou de se consacrer complètement aux contributions non marchandes. Dans ce dernier cas, ils devront aussi garantir une protection sociale.

Ces modes de rémunération tout comme la nature des contributions éligibles à une rémunération restent encore largement à définir politiquement et à expérimenter. A cet égard, la piste d'un **revenu contributif conditionnel** nous semble intéressante à creuser. Il pourrait s'appliquer à différentes formes de contributions, par exemple des activités en lien avec la transition écologique et certaines contributions sociales participant de cette même transition. **D'autres formes de soutiens financiers peuvent être aussi envisagées** dans un cadre contractuel, par exemple des allégements de charges sur un loyer, l'accès privilégié à certains services, du prêt de matériel ou autres. A terme, si nous nous engageons résolument vers une économie non marchande portée par les territoires, on pourrait même aller jusqu'à mettre en place un revenu universel inconditionnel. Mais pour l'instant, les conditions de mise en œuvre ne sont pas réunies. Le financement de ces différents revenus pourrait reposer sur un mix d'impôts, de contribution des entreprises, de monnaie locale. Ce sont là encore des **choix politiques qui pourraient tout d'abord s'opérer dans des cadres locaux expérimentaux**.

Développer une Ingénierie sociale

Une économie non marchande fondée sur des contributions citoyennes repose sur des principes assez éloignés des logiques de création de valeur du monde marchand. Elle **ne pourra véritablement être mise en place, idéalement dans le sillage d'une nouvelle politique éducative, sans l'appui d'une ingénierie sociale adaptée**. La première ambition d'une ingénierie sociale devrait être de favoriser la création de liens, car ils sont la toile de fond de la contribution et de la (re)construction de nos forces de vie. Elle reste néanmoins encore à construire, en s'appuyant sur des outils et modalités ayant fait leurs preuves, et à améliorer chemin faisant.

A cette fin, **OLCC** (https://olcc.fr/) **a commencé à recenser différents outils qui pourraient être à la base de cette ingénierie.** Ces outils forment une boîte à outils dont les acteurs locaux pourraient se saisir pour favoriser le développement des contributions citoyennes à la base de l'économie non marchande. Ils **pourraient être particulièrement utiles à nos politiques** qui, dans leur grande majorité, ne peuvent et ne savent agir que s'ils ont de l'argent. Selon eux, tout ce qui n'est pas finançable n'est pas possible, ou alors seulement à la marge de nos besoins si on ne bouscule pas le cadre marchand. Or, comme nous l'avons vu, le développement d'une économie non marchande peut se faire sans argent, ou sur des bases financières bien moindres que l'économie de marché, et présente un levier de création de valeur très puissant.

Parmi les outils recensés sur le site, vous y découvrirez notamment :

- Le concept de **Maison de création de valeur du territoire (MCVT)** qui pourrait servir de base au pilotage d'un processus de développement de valeur local fondé sur une économie non marchande[14].
- Les **cinq principes de réinvention du territoire** sur lesquels la MCVT va fonder son action
- Les **associations de voisinage et la démarche VIVE** (Voisins interconnectés pour mieux vivre ensemble) tournées vers le développement d'une éthique de co-responsabilité et du bien-être de tous.
- La **théorie des communs** et les nombreux exemples pratiques associés.
- Des **modes de soutien** possibles à la contribution.

Et bien d'autres choses encore …

14 Pour aider à mieux comprendre la façon dont une MCVT pourrait conduire ce processus de transformation, Jean Pascal Derumier a écrit une fiction intitulée *L'appel aux héros* qui relate la métamorphose d'une ville à la suite de sa mise en place. Ce livre est sorti en juin 2025 chez Spinelle.

D/ Perspectives et lignes d'action possibles sur le court et moyen terme

L'économie non marchande n'est pas marginale : elle constitue un pilier fondamental de nos sociétés, en complément et en soutien direct à l'économie marchande. La visée que nous lui prêtons au travers de son amplification, peut sembler utopique. Toutefois, l'histoire montre que **les utopies, en mobilisant l'imaginaire collectif, ont toujours ouvert la voie à des changements majeurs**.

Les contributions citoyennes, volontaires et auto-organisées, dont elle se nourrit, sont susceptibles de constituer **un immense potentiel de création de valeur économique, sociale et environnementale**, en mobilisant des ressources de tout ordre aujourd'hui sous-exploitées. Elles vont aussi et surtout nous permettre de **reprendre notre pouvoir d'agir au plus juste de nos besoins**, individuellement et collectivement, en dehors de la logique économiste qui nous a laissés croire que rien n'était possible sans argent. **L'économie non marchande est aussi une force politique locale qui redonne le pouvoir à la sphère sociale**.

Pour libérer cette force, ces contributions doivent être encouragées, structurées et amplifiées afin de devenir une véritable force de transformation. Il s'agit d'en **appeler au pouvoir d'agir de tous**, sans pour autant faire reposer la culpabilité sur les épaules des individus. **L'action doit être présentée comme salvatrice et porteuse d'espoir**, car elle peut permettre de transformer une impuissance individuelle en une multitude d'actions individuelles et collectives, par essence, bien plus puissantes. Au travers et par-delà cette dynamique d'action, il deviendra alors possible de :

Inventer une ingénierie sociale audacieuse à la hauteur des enjeux capable de faciliter les contributions citoyennes de tous ordres, l'échange de savoirs et la mutualisation des ressources. Cette ingénierie, aujourd'hui embryonnaire et très diffuse, doit être rassemblée et renforcée pour démultiplier la capacité de transformation de l'économie non marchande.

Lancer des expérimentations ambitieuses à l'échelle locale, sur la base de cette ingénierie, dans le but de capitaliser sur les résultats des plus efficaces d'entre elles.

Reconnaître, valoriser et soutenir ces contributions par des dispositifs de rémunération innovants : revenu contributif, compléments de revenus, avantages en nature, etc. Ces mécanismes doivent s'appuyer sur des financements hybrides, mêlant impôts, contributions d'entreprises et monnaies locales, monnaies dédiées et/ou à projet avec des modes de gouvernance transparents.

S'approprier un nouvel imaginaire collectif en rupture avec nos modes de vie actuels et les multiples formes de dominations culturelles et structurelles en grande partie relayées par nos organisations pyramidales. Pour façonner ce nouvel imaginaire, il s'agira de mobiliser la culture sous toutes ses formes en s'appuyant sur les actions citoyennes ouvertes à l'altérité.

Reconnaître chaque territoire comme un bien commun afin d'inciter les acteurs, individuels et collectifs, à en prendre soin tous ensemble tout en renforçant les complémentarités entre le secteur marchand et non marchand.

Refonder l'éducation dans des visées émancipatrices individuelles et collectives pour avoir des citoyens autonomes, solidaires et écologiquement conscients. Cela passe par le rééquilibrage des activités pratiques, artistiques et intellectuelles, l'encouragement des expériences transformatrices, le développement d'activités coopératives et autogérées. Il s'agit plus largement de favoriser l'éducation tout au long de la vie, sur les bases de l'éducation populaire, en permettant à chacun de vivre des expériences transformatrices au sein de son territoire, en encourageant l'implication dans des projets existants ou des expérimentations nouvelles.

Aider les acteurs économiques à ré-encastrer leur activité dans le social et l'écologique : au-delà et au travers des actions de soutien mises en place par l'ADEME et autres organismes d'état, il s'agit de favoriser l'implication des acteurs économiques (entreprises,

services de l'Etat, collectivités territoriales) dans des politiques RSE ambitieuses adossées à l'économie non marchande (par exemple, inclusion de l'économie non marchande dans les modèles économiques circulaires), qu'ils gagneraient à soutenir par des aides financières, matérielles ou immatérielles. Toute entreprise devrait être fondée à se poser la question suivante : quel service non marchand puis-je rendre à mon territoire pour donner un supplément de sens à mon activité ?

Réinvestir politiquement le local pour régénérer notre démocratie en (re)faisant du local un lieu essentiel dans notre vie démocratique et dans nos modes d'organisation collective et en valorisant le tissu associatif. C'est par le local que l'on doit comprendre l'importance de l'engagement dans la vie dans la cité et acquérir des habitudes démocratiques. L'économie non marchande doit permettre à chacun de se réapproprier politiquement son lieu de vie, à différentes échelles. Cette réappropriation passe par une contribution au débat public, l'engagement dans la défense et le développement des communs, l'implication dans la vie associative et dans de nombreuses autres formes de contributions citoyennes.

Démontrer le caractère opératoire de l'économie non marchande et sa capacité à renouveler radicalement notre projet de société en nous rassemblant, à différentes échelles, autour d'un projet politique ambitieux : le potentiel de l'économie non marchande ne se réalisera que si la société accepte de remettre en cause le modèle capitaliste centré sur le marché, incapable d'intégrer pleinement les impératifs sociaux et écologiques. Il faut un consensus politique fort pour un renouvellement radical du projet de société. Aujourd'hui, la transformation est freinée par l'attachement au statu quo et la crainte de voir les alternatives menacer la liberté individuelle. Elle est aussi empêchée par la crainte de favoriser des inégalités de territoire contraires à notre principe d'égalité républicaine et par la croyance en la capacité de l'Etat de garantir une bonne vie à chaque citoyen grâce à la force de son action verticale. A nous de démontrer que l'économie non marchande tend au contraire à renforcer nos fondements républicains et notamment ses promesses d'égalité, de liberté et de fraternité.

E/ Le chemin, aussi important que la destination

Gardons à l'esprit, en toute fin, que l'économie non marchande est une immense force déjà en mouvement. **Chaque nouveau pas fait en direction de son développement sera forcément vertueux :** il nous rendra plus coopératifs, plus solidaires, plus résilients, plus fraternels et donc **mieux à même de faire face tous ensemble à notre destin** tout comme aux immanquables crises à venir**.**

Vertueuses également doivent être nos actions en respectant le cadre que nous donnent nos institutions. Cette vertu est indispensable pour obtenir le soutien, voire **l'adhésion pleine et entière des acteurs politiques et économiques**. Leur implication est une condition essentielle pour ancrer durablement ces évolutions au cœur de notre société et garantir leur succès à long terme.

F/ Appel à contributions

Nous avons la conviction que le **développement volontariste de l'économie non marchande** peut constituer le cadre d'action commun à l'ensemble des forces actuelles et à venir engagées dans **la métamorphose de la société**[15].

Notre espoir en un avenir meilleur **rejoint celui de nombreuses initiatives déjà à l'œuvre**, qu'il s'agisse de projets solidaires ou écologiques, d'appels à l'innovation socio-technique portés par des associations, des citoyens, des entreprises et la puissance publique.

15 La fiction, *L'appel aux héros*, de Jean Pascal Derumier, Editions Spinelle, illustre de façon très réaliste la manière dont une économie non marchande pourrait se développer.

Nous, collectif OLCC (Osons les Contributions Citoyennes), **croyons en la possibilité d'une société renouvelée**, tournée vers l'humain et vivant en symbiose avec l'ensemble du vivant.

Nous **sommes ouverts au dialogue**, car c'est dans la rencontre, l'écoute et la collaboration que naissent les solutions les plus audacieuses. En unissant nos énergies, en partageant nos ressources et en reliant nos actions, **nous pourrons faire de l'économie non marchande une vraie force socio-économique** dont l'importance pourrait, à terme, faire au moins jeu égal avec l'économie de marché.

Notre espoir n'est pas naïf. Il est nourri par **la foi en l'engagement de toutes celles et ceux qui, un peu partout, refusent la résignation et choisissent d'agir**. Il repose sur la conviction que les véritables moteurs du changement sont la pluralité de nos initiatives, la richesse de nos échanges, et la puissance de notre solidarité.

En avançant ensemble sur le chemin de l'économie non marchande, en multipliant les passerelles, **nous ferons émerger une société nouvelle, ouverte, créative et solidaire**. Une société qui, loin de se résigner, choisit d'espérer et de construire, pour que demain soit meilleur qu'aujourd'hui.

Nous appelons au développement des contributions citoyennes fondées sur la coopération, l'altérité, la réciprocité et le partage pour être en mesure de répondre, de façon bien plus massive qu'aujourd'hui, aux nécessités économiques, sociales et écologiques.

Aidez-nous à porter cette nécessité et à la faire vivre en signant cet appel (https://olcc.fr/demande-daccord-de-co-signature-de-lappel/) et/ou en nous rejoignant au sein de l'association Osons Les Contributions Citoyennes (OLCC).

Le collectif d'OLCC qui a contribué à la rédaction de ce plaidoyer : Beliaeff Georges, Canton-Lamousse Jacky, Derumier Jean Pascal, Guillard Hélène, Herber-Suffrin Claire, Herber-Suffrin Marc, Janning Eric, Valabregue Antoine.

Nota : *ce texte s'appuie, en grande partie, sur le livre de Jean Pascal Derumier « De la performance à la résilience – un nouveau contrat social » dont il reprend, parfois littéralement, des idées et des arguments. Cet essai devrait être publié, chez Libres&Solidaires, fin 2025.*

Quelques autres livres pour approfondir

Abram D., Comment la terre s'est tue – Pour une écologie des sens, La découverte, 2013

Arendt H., *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, 1983

L'Atelier Paysan, *Reprendre la terre aux machines. Manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire*, Seuil, 2021

BookChin M., *Pouvoir de détruire, pouvoir de créer*, L'échappée, 2019

Calame P., *Manifeste : Osons les territoires*, Le Pommier, 2022

Couppey-Soubeyran J . *et al.* , *Le Pouvoir de la monnaie. Transformons la monnaie pour transformer la société*, Les Liens qui Libèrent, 2024

Damasio A., *Spinoza avait raison*, Odile Jacob, 2005.

Derumier J.P., *L'appel aux héros*, Spinelle, 2025

Dewey J., *Le Public et ses problèmes*, Folio, 2005.

Dubet F., *Tous inégaux, tous singuliers. Repenser la solidarité*, Seuil, 2022

Fleury C., *La Clinique de la dignité*, Seuil, 2023.

Gorz A., *Éloge du suffisant*, Presses universitaires de France, 2019.

Lévy-Bruhl S., *Le Grand Renversement de l'Etat social*, Puf, 2025

Parrique T., *Ralentir ou périr. L'économie de la décroissance*, Seuil, 2022
Polanyi K., *La Grande transformation*, Gallimard, 2009.
Zimmermann J. -B., *Les Communs. Des jardins partagés à Wikipédia*, Libre & Solidaire, 2020.